

**L'AGENCE DES COOPÉRATIVES D'HABITATION –
THE AGENCY FOR COOPERATIVE HOUSING**

**PROCÈS-VERBAL
TÉLÉCONFÉRENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Le 29 juillet 2005**

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

La téléconférence s'ouvre le 29 juillet 2005 à 11 h 30.

Sont présent(e)s :

Ray Hession
Peter Crawford
Carol Davis
Stuart Thomas
Barb Millsap,

qui forment quorum. Jill Kelly ne peut participer à la réunion et envoie ses excuses.

Sont aussi présent(e)s Alexandra Wilson, de la FHCC, Laird Hunter, conseiller juridique, et Melanie Clement, secrétaire de séance.

Ray Hession préside la téléconférence.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Les administrateur(trice)s adoptent l'ordre du jour qu'ils ont reçu.

3. RÉGIME DE RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX

Comme l'Agence procédera à l'embauche de ses premier(ère)s employé(e)s à compter d'octobre, Alexandra Wilson recommande d'adhérer à un régime de pension à cotisations déterminées institué par la Co-operative Superannuation Society; il s'agit d'un régime de pension interentreprise établi à l'intention des coopératives canadiennes. Elle explique que ce régime est bien établi et solide financièrement, que son ratio des dépenses est bas et qu'il offre un bon rendement. La Fédération de l'habitation coopérative du Canada adhère aussi à ce régime. Alexandra signale que le taux de cotisation recommandé pour

l'employeur est de 7 %, ce qui correspond au taux établi dans le budget de fonctionnement sur lequel s'appuie la SCHL pour déterminer les frais qu'elle paie à l'Agence.

Alexandra suggère aussi à l'Agence d'adhérer au régime d'avantages sociaux institué par The Co-operators que la FHCC offre à ses employé(e)s, à ses membres et aux organismes qui y sont affiliés. L'Agence accorderait ainsi des avantages collectifs concurrentiels, semblables à ceux dont profitent les employé(e)s de la FHCC. La Fédération gère le régime au nom de ses membres, notamment en ce qui concerne la négociation annuelle des primes. Ainsi, l'adhésion au régime de la FHCC diminuerait les frais administratifs afférents au régime d'avantages sociaux de l'Agence. (Alexandra a annoncé aux administrateur(trice)s qu'elle siège au conseil d'administration de The Co-operators Group.)

P/A/A Stuart Thomas/Barb Millsap

IL EST RÉSOLU QUE l'Agence présente une demande d'adhésion à la Co-operative Superannuation Society (CSS) et qu'elle établisse un régime de pension à cotisations déterminées pour ses employé(e)s;

IL EST AUSSI RÉSOLU QUE le taux de cotisation de l'employeur au régime de retraite de l'Agence soit fixé à 7 % du salaire brut régulier des employé(e)s.

P/A/A Barb Millsap/Peter Crawford

IL EST RÉSOLU QUE l'Agence adhère au régime d'avantages sociaux institué par la Co-operative Life Insurance Company qu'offre la Fédération de l'habitation coopérative du Canada à ses membres et aux organismes qui y sont affiliés, ainsi qu'à leurs employé(e)s.

4. GESTION DE LA RÉMUNÉRATION

Alexandra Wilson signale que l'Agence dispose d'un budget de 25 000 \$ pour élaborer une échelle salariale, et qu'elle est présentement en pourparlers avec Hay Group, une très grande entreprise qui offre des services de gestion de la rémunération et d'autres services connexes aux quatre coins du monde. Il serait avantageux d'utiliser le système exclusif d'évaluation des emplois de Hay Group parce que l'Agence pourrait l'implanter dans ses locaux, puis faire appel aux services de l'entreprise périodiquement pour comparer les salaires de ses employé(e)s à ceux qui sont offerts sur le marché. Hay Group tient une très grande base de données sur les salaires alloués aux employé(e)s occupant les postes qui sont consignés dans le système. Plusieurs administrateur(trice)s affirment connaître l'entreprise, ainsi que son excellente réputation.

P/A/A Peter Crawford/Barb Millsap

IL EST RÉSOLU QUE l'Agence autorise Alexandra Wilson à conclure une entente avec Hay Group Ltd. pour qu'il élabore, à l'intention de l'Agence, un système de gestion de l'évaluation des employés et de la rémunération fondée sur le rendement, à la condition que le coût total des services ne dépasse pas 25 000 \$.

5. ANNEXES DE L'ENTENTE ENTRE L'AGENCE ET LA SCHL

Alexandra Wilson signale aux administrateur(trice)s que la FHCC travaille de concert avec la SCHL pour achever l'élaboration de nombreuses annexes de l'entente entre l'Agence et la Société. Elle donne une mise à jour des progrès réalisés et suggère aux administrateur(trice)s d'autoriser le président, Ray Hession, à approuver la version définitive des annexes en leur nom.

P/A/A Carol Davis/Peter Crawford

IL EST RÉSOLU QUE le président soit autorisé à approuver la version définitive des annexes de l'entente entre l'Agence et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

6. LOCAUX PERMANENTS

On informe les administrateur(trice)s qu'un courtier a été engagé pour trouver des locaux où le centre de soutien de l'Agence pourrait s'établir. On a considéré de nombreux endroits à ce jour. Alexandra Wilson indique qu'elle aimerait déposer une offre pour louer le 190, rue O'Connor, un édifice qu'on est présentement en train de rénover et qui offrira des bureaux de catégorie B. On exigera un contrat clé en main en ce qui concerne les améliorations locatives; le propriétaire devra assumer entièrement le risque de dépassement des coûts, puisque l'Agence ne dispose pas de fonds d'immobilisation.

Les administrateur(trice)s ont affirmé vouloir s'assurer que la durée du bail ne dépasse pas celle de l'entente initiale avec la SCHL. Ils veulent aussi avoir la certitude raisonnable que la SCHL transférera des fonds de fonctionnement à l'Agence avant de conclure un contrat exécutoire.

Laird Hunter doit quitter et s'en excuse.

P/A/A Barb Millsap/Peter Crawford

IL EST RÉSOLU QUE le conseil autorise la location de locaux situés à Ottawa, assez grands pour accueillir le nombre d'employé(e)s que l'Agence prévoit engager. Le bail ne devra pas se terminer plus tard que le 30 avril 2010 et le prix ne devra pas dépasser 30 \$ le pied carré pendant la première année, ce qui comprend le loyer de base, les frais de fonctionnement et l'amortissement des améliorations locatives.

7. AUTRES QUESTIONS

Les administrateur(trice)s demandent qu'à l'avenir, les remboursements des dépenses, les indemnités journalières et les honoraires soient accompagnés d'une explication.

8. CONTRAT DE TRAVAIL DU DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Les administrateur(trice)s se réunissent à huis clos pour discuter de ce point. Le président indique à la secrétaire après la réunion que la motion qui suit a été adoptée :

IL EST RÉSOLU QUE le président soit autorisé à présenter une offre d'emploi à Alexandra Wilson au poste de directrice générale, en fonction des conditions définies dans le projet de contrat de travail, et que le président soit autorisé à approuver la version définitive de ce contrat, à laquelle on apportera les changements que le conseil jugera nécessaires.

COPIE CONFORME du procès-verbal de la téléconférence du conseil d'administration de l'Agence des coopératives d'habitation – Agency for Co-operative Housing qui a eu lieu le 29 juillet 2005.

Ray Hession, Le président

Melanie Clement, La secrétaire de séance